

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1994 Nr. 130

A. TITEL

*Verdrag tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Republiek Benin
betreffende de vierde fase van het steunprogramma voor de eerstelijns-
gezondheidszorg;
Cotonou, 27 april 1994*

B. TEKST

**Convention entre le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas et
le Gouvernement de la République du Bénin concernant la
quatrième phase du programme d'appui aux soins de santé
primaires**

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

et

Le Gouvernement de la République du Bénin

– Considérant l'adoption par la République du Bénin de la stratégie
des soins de santé primaires pour réduire l'inégalité sociale en matière
de santé;

– Convaincus de la nécessité d'assurer aux populations rurales une
protection sanitaire permanente efficace et à moindre coût;

– Considérant les résultats satisfaisants des trois premières phases du
projet AVS;

– Considérant les résultats satisfaisants des trois premières phases du
projet AN-SSP;

– Conscients du fait que tous les objectifs du projet ne sont pas
encore atteints et qu'il importe d'améliorer sans cesse la qualité;

Sont convenus de ce qui suit:

Article Ier

1. Les deux Gouvernements exécuteront conjointement le projet dé-
nommé «Appui Néerlandais aux Soins de Santé Primaires, Phase IV».

2. Ce projet a pour objectif général d'améliorer la santé et les conditions sanitaires de la population rurale du département de l'Atacora, notamment par une aide à la planification et à la gestion des services de santé du département.

3. La durée prévue pour ce projet est de quatre ans (du 1er janvier 1993 au 31 décembre 1996).

4. Le montant de la contribution des Pays-Bas est fixé à NLG 4.915.210.

5. Le montant de la contribution du Bénin est fixé à NLG 2.977.000.

Article II

Les deux Gouvernements établiront d'un commun accord un Document de Projet spécifiant la contribution de chacune des Parties, l'effectif du personnel néerlandais et les tâches de ce personnel, la durée de sa participation au Projet, ainsi que les équipements et matériels à fournir.

Article III

Le Gouvernement béninois prendra toutes les mesures nécessaires pour exempter le personnel néerlandais des réglementations et autres dispositions légales susceptibles d'entraver l'exécution des travaux prévus par la présente Convention, et lui accordera les moyens nécessaires à l'exécution rapide et efficace du Projet tel qu'il est décrit dans le Plan d'exécution approuvé par les deux Gouvernements.

Le Gouvernement béninois:

1. garantira aux membres du personnel néerlandais, à leurs conjoints et aux personnes à leur charge la délivrance rapide et gratuite des visas, permis et autorisations nécessaires;

2. garantira aux membres du personnel néerlandais l'accès au lieu de travail et tous les droits de passage nécessaires;

3. garantira aux membres du personnel néerlandais la liberté de mouvement, tant pour les déplacements à l'intérieur du pays que pour les voyages aller et retour;

4. garantira aux membres du personnel néerlandais le taux de change le plus favorable;

5. offrira aux membres du personnel néerlandais, à leurs conjoints et aux personnes à leur charge des possibilités de rapatriement en temps de crise nationale ou internationale, les charges financières de tels rapatriements incombant à la partie néerlandaise;

6. garantira aux membres du personnel néerlandais, à leurs conjoints et aux personnes à leur charge l'exemption du service militaire national;

7. exemptera les membres du personnel néerlandais des impôts, taxes et droits sur:

a) les traitements, émoluments ou salaires payés au titre de la présente Convention par le Gouvernement des Pays-Bas;

b) tout bien à usage personnel (y compris un véhicule à moteur) lors de l'importation et de l'exportation;

8. accordera aux membres du personnel néerlandais l'immunité juridique pour toute idée exprimée oralement ou par écrit, et pour tous les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.

Article IV

Les privilèges et immunités ne sont pas accordés aux membres du personnel néerlandais pour leur avantage personnel. Le Gouvernement des Pays-Bas renoncera à l'immunité dans tous les cas où il estimera qu'elle pourrait entraver la justice et qu'il peut y renoncer sans compromettre ses intérêts.

Article V

1. Le Gouvernement béninois garantira le Gouvernement des Pays-Bas contre toute action en responsabilité civile résultant d'un acte ou d'une omission qui est le fait du personnel néerlandais dans l'exécution de ses tâches et ayant entraîné la mort d'un tiers ou des lésions corporelles, ou des dommages à un bien appartenant à un tiers, pour autant que cette responsabilité ne résulte pas d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de la part d'un ou de plusieurs membres du personnel néerlandais.

2. Au cas où une action serait engagée en rapport avec le paragraphe précédent, le Gouvernement béninois est autorisé à exercer tous les droits que les Pays-Bas et le personnel néerlandais pourraient exercer.

Article VI

1. Le Gouvernement béninois exemptera de tous les droits d'importation et d'exportation et autres droits officiels les équipements (y compris les véhicules à moteur) et autres matériels fournis par le Gouvernement néerlandais dans le cadre du projet.

2. La propriété de tous les équipements et matériels fournis par la Partie néerlandaise sera transférée au Ministère béninois de la Santé à l'achèvement du projet.

Article VII

1. La présente Convention entrera en vigueur pour une période d'un an à compter de la date de sa signature.

2. A moins d'être dénoncée 30 jours avant la fin de l'année, la présente Convention sera prorogée pour une durée indéterminée.

3. Au cas où la présente Convention serait prorogée pour une durée indéterminée, elle expirera à la date de l'achèvement du projet.

4. Après l'expiration de la Convention conformément aux paragraphes 2 et 3 du présent article, la convention restera en vigueur pendant une période de 6 mois au plus aux fins du règlement administratif du projet.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention en deux exemplaires français, chacun faisant également foi.

FAIT à Cotonou, le 27 avril 1994

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

(s.) R. F. C. BOERMANS

Rein F. C. Boermans
Chargé d'affaires
de l'Ambassade
Royale des Pays-Bas

Pour le Gouvernement de la République du Bénin

(s.) A. G. OLOGOUDOU

André-Guy Ologoudou
Ambassadeur
Secrétaire Général
du Ministère des Affaires
Etrangères et de la Coopération

C. VERTALING

Verdrag tussen de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden en de Regering van de Republiek Benin betreffende de vierde fase van het steunprogramma voor de eerstelijnsgezondheidszorg

De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

en

De Regering van de Republiek Benin

– Overwegende dat de Republiek Benin de strategie voor de eerstelijnsgezondheidszorg heeft aanvaard ten einde de sociale ongelijkheid op het gebied van de gezondheid te verminderen;

- Overtuigd van de noodzaak te voorzien in een voortdurende, doel-treffende en goedkopere gezondheidszorg voor de plattelandsbevolking;
- Gelet op de bevredigende resultaten van de eerste drie fasen van het project Dorpsfunctionarissen voor de gezondheidszorg;
- Gelet op de bevredigende resultaten van de eerste drie fasen van het project Nederlandse steun voor de eerstelijnsgezondheidszorg;
- Zich ervan bewust dat alle doelstellingen van het project nog niet zijn verwezenlijkt en dat het van belang is de kwaliteit onophoudelijk te verbeteren;

zijn overeengekomen als volgt:

Artikel I

1. Beide Regeringen voeren gezamenlijk het project „Nederlandse steun voor de eerstelijnsgezondheidszorg, fase IV” uit.
2. De algemene doelstelling van dit project is het verbeteren van de gezondheid en de gezondheidsomstandigheden van de plattelandsbevolking van het departement Atacora, met name door ondersteuning te geven aan de planning en het beheer van de gezondheidsdiensten van dit departement.
3. De duur van dit project is bepaald op 4 jaar (1-1-1993 tot 31-12-1996).
4. De Nederlandse bijdrage wordt vastgesteld op fl 4.915.210.
5. De bijdrage van Benin wordt vastgesteld op fl 2.977.000.

Artikel II

Beide Regeringen stellen in onderlinge overeenstemming een project-document op waarin is aangegeven welke bijdrage beide Partijen leveren, uit hoeveel leden het Nederlandse personeel bestaat en wat hun taak zal zijn, voor welke periode zij aan het project zullen deelnemen en welke uitrusting en materialen ter beschikking dienen te worden gesteld.

Artikel III

De Beninse Regering neemt alle nodige maatregelen om het Nederlandse personeel vrij te stellen van de voorschriften of andere wettelijke bepalingen waardoor de uitvoering van de in dit Verdrag bedoelde werkzaamheden zou kunnen worden belemmerd en verleent het Nederlandse personeel de middelen die noodzakelijk zijn voor de snelle en doeltreffende uitvoering van het project zoals dit is omschreven in het door beide Regeringen goedgekeurde uitvoeringsplan. De Beninse Regering:

1. waarborgt de Nederlandse personeelsleden, hun echtgenoten en de personen te hunnen laste de snelle en kosteloze afgifte van de nodige visa, vergunningen en machtigingen;

2. waarborgt de Nederlandse personeelsleden toegang tot de werkplek en alle nodige rechten van doorgang;

3. waarborgt de Nederlandse personeelsleden bewegingsvrijheid, zowel voor binnenlandse reizen als voor de heen- en terugreis;

4. waarborgt de Nederlandse personeelsleden de gunstigste wisselkoers;

5. biedt de Nederlandse personeelsleden, hun echtgenoten en de personen te hunnen laste repatriërmogelijkheden in tijden van nationale of internationale crisis; de Nederlandse Partij draagt de kosten voor dergelijke repatriëringen;

6. waarborgt de Nederlandse personeelsleden, hun echtgenoten en de personen te hunnen laste vrijstelling van nationale dienstplicht;

7. stelt de Nederlandse personeelsleden vrij van belastingen, heffingen en rechten op:

a. salarissen, emolumenten of lonen die in het kader van dit Verdrag door de Nederlandse Regering worden betaald;

b. alle goederen voor persoonlijk gebruik (met inbegrip van een motorvoertuig) die worden in- of uitgevoerd;

8. verleent de Nederlandse personeelsleden immuniteit van rechtsvervolging met betrekking tot enig mondeling of schriftelijk tot uiting gebracht denkbeeld en met betrekking tot enige handeling die is verricht in de uitoefening van hun taken.

Artikel IV

De voorrechten en immuniteiten worden niet verleend aan leden van het Nederlandse personeel voor hun persoonlijk voordeel. De Nederlandse Regering doet afstand van immuniteit in alle gevallen waarin zij van mening is dat deze immuniteit de rechtsgang verhindert, en wanneer zij dit kan doen zonder haar belangen te schaden.

Artikel V

1. De Beninse Regering vrijwaart de Nederlandse Regering tegen wettelijke aansprakelijkheid, voortvloeiend uit enig handelen of nalaten van het Nederlandse personeel tijdens de uitvoering van zijn taken, dat de dood of lichamelijk letsel van derden of schade aan enige zaken van derden heeft veroorzaakt, voor zover deze aansprakelijkheid niet het gevolg is van opzettelijk onjuist handelen of grove nalatigheid van een of meer leden van het Nederlandse personeel.

2. Indien een rechtsvordering wordt ingesteld op grond van het voorgaande lid, is de Beninse Regering gemachtigd alle rechten uit te oefenen die Nederland en het Nederlandse personeel zouden kunnen uitoefenen.

Artikel VI

1. De Beninse Regering stelt de door de Nederlandse Regering in verband met het project beschikbaar gestelde uitrusting (motorvoertuigen inbegrepen) en andere materialen vrij van alle in- en uitvoerrechten en andere officiële heffingen.

2. Aan het einde van het Project wordt de eigendom van alle door de Nederlandse Partij beschikbaar gestelde uitrusting en materialen overgedragen aan het Beninse Ministerie van Volksgezondheid.

Artikel VII

1. Dit Verdrag treedt in werking voor een periode van één jaar, te rekenen vanaf de datum van ondertekening.

2. Dit Verdrag wordt voor onbepaalde tijd verlengd, tenzij het dertig dagen vóór het einde van het jaar wordt opgezegd.

3. Indien dit Verdrag voor onbepaalde tijd wordt verlengd, eindigt het op de datum van voltooiing van het project.

4. Na de beëindiging van het Verdrag overeenkomstig het tweede en derde lid van dit artikel, blijft het van kracht voor een periode van ten hoogste zes maanden, met het oog op de administratieve afwikkeling van het project.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden, daartoe naar behoren gemachtigd, dit Verdrag hebben ondertekend, in tweevoud in de Franse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

GEDAAN te Cotonou, op 27 april 1994.

Voor de Regering van het Koninkrijk der Nederlanden

(w.g.) R. F. C. BOERMANS

Rein F. C. Boermans
Chargé d'affaires
de l'Ambassade
Royale des Pays-Bas

Voor de Regering van de Republiek Benin

(w.g.) A. G. OLOGOUDOU

André-Guy Ologoudou
Ambassadeur
Secrétaire Général
du Ministère des Affaires
Etrangères et de la Coopération

D. PARLEMENT

Het Verdrag behoeft niet de goedkeuring van de Staten-Generaal ingevolge artikel 91, juncto additioneel artikel XXI, eerste lid, van de Grondwet en artikel 62, eerste lid, onderdeel c, van de Grondwet naar de tekst van 1972, alvorens in werking te kunnen treden.

Het Verdrag behoeft ingevolge artikel 91 van de Grondwet de goedkeuring van de Staten-Generaal, alvorens op 27 april 1995 voor onbepaalde tijd te kunnen worden verlengd.

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van het Verdrag zijn ingevolge artikel VII, eerste lid, op 27 april 1994 in werking getreden.

Wat het Koninkrijk der Nederlanden betreft, geldt het Verdrag alleen voor Nederland.

J. GEGEVENS

Tekst en vertaling van de Overeenkomst inzake de eerste fase van het project, te weten de op 13 februari 1981 te Cotonou tot stand gekomen Overeenkomst tussen het Koninkrijk der Nederlanden en de Volksrepubliek Benin op het gebied van de volksgezondheid, zijn geplaatst in *Trb.* 1981, 138.

Uitgegeven de vijftiende juni 1994.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

P. H. KOOIJMANS